



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations des  
Pyrénées-Atlantiques**

Santé, Protection animale, Environnement  
2 rue Pierre Bonnard  
CS 70590  
64010 Pau

Pau, le 15/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA CANTOU**

3 chemin lapeyrade  
64420 Nousty

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SCEA CANTOU implanté Chemin de l'Ayguelongue 64420 Nousty. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle est programmé dans le cadre de la programmation annuelle de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA CANTOU
- Chemin de l'Ayguelongue 64420 Nousty
- Code AIOT : 0056401284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **Présentation de l'installation**

La SCEA CANTOU est un élevage porcin de type naisseur-engraisseur soumis à la directive dite IED (émissions industrielles) pour un effectif de porcs à l'engraissement de plus de 2000 places. L'effectif autorisé actuel est de 370 reproducteurs, 70 cochettes, 1460 porcelets en post-sevrage et 3108 porcs à l'engraissement soit 4580 animaux-équivalents (arrêté préfectoral n°2020-056 du 21

juillet 2020. Le bâtiment prévu à la construction pour rapatrier les porcs engraisés sur le site de Serres-Morlaas n'a pas été réalisé compte tenu de l'augmentation des coûts de construction ces dernières années. Le projet reste toujours à l'étude.

Le nombre de truies est légèrement en baisse compte de l'augmentation du niveau de prolificité de l'élevage (13,5 porcelets par truie et par portée).

La conduite d'élevage est basée sur la production d'un porc de 125 kg de poids vif (100 kg de carcasse).

L'installation comprend trois salariés.

Le plan d'épandage n'a pas été modifié, il comprend une superficie potentiellement épandable de 257 ha.

L'installation comprend une station de traitement biologique du lisier. Les effluents sont épandus avec une tonne équipée d'un enfouisseur ou de pendillards (l'installation dispose de deux enfouisseurs). La capacité de stockage du lisier est supérieure à 9 mois.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	
3	Installations classées au titre de la rubrique 3660	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités au regard de l'obligation de quantifier les prélèvements d'eau dans le milieu naturel et de mettre en place un Système de Management Environnemental (MTD n° 1) permettant notamment d'assurer une surveillance annuelle des consommations d'eau, énergie, aliments, effluents, ...

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Propreté des locaux et lutte contre les nuisibles
<b>Constats :</b> Le site est entretenu et tenu propre dans ses abords et à l'intérieur des bâtiments d'élevage. Un local social est présent avec cuisine / salle de repos spacieuse et bien équipée pour les salariés et le gérant.

<p>La lutte contre les nuisibles est bien maîtrisée par l'exploitant - contrat avec la société CTH.</p> <p>Concernant les mesures de biosécurité, afin de renforcer le niveau d'exigence, l'exploitant continue d'utiliser des bottes de couleurs différentes selon le stade physiologique des animaux ainsi que pour les sorties à l'extérieur de la zone d'élevage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Emissions dans l'eau et dans les sols**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Présence d'un compteur volumétrique</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Absence d'un compteur volumétrique pour chacun des deux forages présents pour le fonctionnement de l'installation.</p> <p>L'eau prélevée est utilisée pour le lavage des salles d'élevage et pour l'eau de boisson (traitement filtre à sable + UV).</p> <p>Le site est raccordé au réseau d'adduction publique depuis 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 3 : Installations classées au titre de la rubrique 3660**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Disposition de surveillance des émissions et des consommations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mise en place d'un registre de suivi</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de mise en place d'un registre annuel de suivi des consommations dans le cadre de la mise en oeuvre de la Meilleure Technique Disponible n°1 : Système de management environnemental.</p> <p>Ce registre concerne (liste non exhaustive) les consommations en eau, énergie (électricité, gaz), combustible, aliments, minéraux vitamines, production d'effluents, ... .</p> <p>L'exploitant indique qu'une étude est en cours pour son élevage sur le calcul du prix de revient de son activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>